

10 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 61 établissant une disposition temporaire pour l'octroi de subventions aux commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité visées à l'article D.I.7 du Code du Développement territorial

Rapport au Gouvernement

Objet : COVID-19

Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 61 établissant une disposition temporaire pour l'octroi de subventions aux commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité visées à l'article D.I.7 du Code du Développement territorial

Deuxième lecture

La situation épidémiologique actuelle se caractérise par un niveau d'alerte très élevé. Le nombre de personnes contaminées par le COVID-19 est élevé et il en résulte une indisponibilité d'une partie du personnel, soit malade, soit en isolement, soit en quarantaine. La crise exceptionnelle liée au COVID-19 et les mesures qui ont été prises par le passé ou qui sont actuellement prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir l'activité sur le territoire de la Région wallonne et sont susceptibles d'entraver le fonctionnement de certains services ou de certaines instances d'avis. Il n'est pas exclu que ces mesures soient encore prolongées à l'avenir.

Ainsi, les commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité, ci-après CCATM, visées à l'article D.I.7 Code du Développement territorial, n'ont pas eu la possibilité de se réunir normalement lors du confinement établi lors de la première vague du COVID-19 et lors de la seconde vague. Elles n'ont pas pu réaliser tout ou partie des activités nécessaires à l'octroi de la subvention dont elles bénéficient en vertu des articles D.I.12, alinéa 1^{er}, 6^o et R.I.12-6 du Code du Développement territorial.

En effet, le nombre minimum de réunions annuelles à tenir, fixé à 4 pour une CCATM de 8 membres, à 6 pour une CCATM de 12 membres, et à 8 pour une CCATM de 16 membres, ne pourra pas être respecté pour l'année 2020, en raison de la situation sanitaire. Le respect de cette obligation est pourtant l'une des conditions à l'octroi de la subvention annuelle dont les communes disposant d'une CCATM peuvent bénéficier. Or il convient de ne pas mettre gravement en péril le fonctionnement de ces organes de démocratie participative d'aménagement du territoire et de mobilité en les pénalisant financièrement pour cette raison qui relève de la force majeure. La subvention couvre en effet un certain nombre de coûts fixes en lien avec le fonctionnement des communes et, plus particulièrement, de cet organe participatif communal.

Dès lors, pour l'examen des demandes de subvention introduites entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021, il convient de remplacer la condition prévue à l'article R.I.12-6 du CoDT et relative à la tenue d'un nombre minimum de réunions annuelles.

L'article 1^{er} du dispositif prévoit que par dérogation à l'article R.I.12-6, § 1^{er}, 1^o, du Code du Développement territorial, le nombre de réunions annuelles minimum à tenir par une commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité pour l'année 2020 est fixé à 2 pour une CCATM de 8 membres, à 3 pour une CCATM de 12 membres, et à 4 pour une CCATM de 16 membres, pour autant que le quorum de vote soit atteint à ces réunions.

En vertu de l'article 2, le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Avis du Conseil d'État n° 68.333/4
Section de législation
Quatrième chambre

La demande d'avis introduite le 20 novembre 2020 par le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences de la Région wallonne sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° ... 'établissant une disposition temporaire pour l'octroi de subventions aux commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité visées à l'article D.I.7 du Code du Développement territorial', a été rayée du rôle le 27 novembre 2020, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

10 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 61 établissant une disposition temporaire pour l'octroi de subventions aux commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité visées à l'article D.I.7 du Code du Développement territorial

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1^{er}, § 1^{er};

Vu le Code du Développement territorial, tel que modifié ;

Vu l'urgence motivée par les mesures d'urgence adoptées par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et par les considérants repris ci-dessous;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 novembre 2020 ;

Vu le rapport du 20 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 'visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales' ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 19 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973; Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que la situation épidémiologique actuelle se caractérise par un niveau d'alerte très élevé ; que le nombre de personnes contaminées par le COVID-19 est élevé et qu'il en résulte une indisponibilité d'une partie du personnel, soit malade, soit en isolement, soit en quarantaine ;

Considérant que la crise exceptionnelle liée au COVID-19 et les mesures qui ont été prises par le passé ou qui sont actuellement prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir l'activité sur le territoire de la Région wallonne et sont susceptibles d'entraver le fonctionnement de certains services ou de certaines instances d'avis ; qu'il n'est pas exclu que ces mesures soient encore prolongées à l'avenir ;

Considérant que les commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité, ci-après CCATM, visées à l'article D.I.7 Code du Développement territorial, n'ont pas eu la possibilité de se réunir normalement lors du confinement établi lors de la première vague du COVID-19 et lors de la seconde vague ; qu'elles n'ont pas pu réaliser tout ou partie des activités nécessaires à l'octroi de la subvention dont elles bénéficient en vertu des articles D.I.12, alinéa 1^{er}, 6^o, et R.I.12-6 du Code du Développement territorial ;

Considérant en effet que le nombre minimum de réunions annuelles à tenir, fixé à 4 pour une CCATM de 8 membres, à 6 pour une CCATM de 12 membres, et à 8 pour une CCATM de 16 membres, ne pourra pas être respecté pour l'année 2020, en raison de la situation sanitaire ; que le respect de cette obligation est l'une des conditions à l'octroi de la subvention ; qu'il serait anormal de pénaliser financièrement les communes disposant d'une CCATM pour cette raison qui relève de la force majeure ; que dans ce contexte, il convient de ne pas mettre gravement en péril le fonctionnement de ces organes de démocratie participative d'aménagement du territoire et de mobilité en les pénalisant financièrement pour cette raison qui relève de la force majeure. La subvention couvre en effet un certain nombre de coûts fixes en lien avec le fonctionnement des communes et, plus particulièrement, de cet organe participatif communal ;

Considérant dès lors que pour l'examen des demandes de subvention introduites entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021, il convient de remplacer la condition prévue à l'article R.I.12-6 du Code du Développement territorial et relative à la tenue d'un nombre minimum de réunions annuelles par la condition suivante : le nombre minimum de réunions annuelles est fixé à 2 pour une CCATM de 8 membres, à 3 pour une CCATM de 12 membres, et à 4 pour une CCATM de 16 membres ;

Considérant que l'article 2 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire COVID-19 permet l'adoption du présent arrêté sans que les avis et concertations légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis ; que les circonstances sanitaires actuelles et la nécessité d'y apporter une réponse rapide justifient qu'il ne soit pas, en l'espèce, procédé aux consultations et concertations usuelles ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article R.I.12-6, § 1^{er}, 1^o, du Code du Développement territorial, le nombre de réunions annuelles minimum à tenir par une commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité pour l'année 2020 est fixé à 2 pour une CCATM de 8 membres, à 3 pour une CCATM de 12 membres, et à 4 pour une CCATM de 16 membres, pour autant que le quorum de vote soit atteint à ces réunions.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/16435]

10 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 61 tot vaststelling van een voorlopige bepaling voor de toekenning van subsidies aan de gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit als bedoeld in artikel D.I.7 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling

Verslag aan de Regering

Betreft: COVID-19

Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 61 tot vaststelling van een voorlopige bepaling voor de toekenning van subsidies aan de gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit als bedoeld in artikel D.I.7 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling

Tweede lezing

De huidige epidemiologische toestand heeft een zeer hoog alarmniveau bereikt. Het aantal met COVID-19 besmette personen is hoog en dit leidt tot een onbeschikbaarheid van een deel van het personeel, hetzij ziek, hetzij in afzondering of in quarantaine. De buitengewone crisis in verband met COVID-19 en de maatregelen die in het verleden genomen zijn of die tegenwoordig genomen worden om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zijn van dien aard dat ze de activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen en dat ze de werking van bepaalde diensten of adviesorganen kunnen belemmeren. Het is niet uitgesloten dat die maatregelen in de toekomst nog worden verlengd.

De gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit, hierna "CCATM" genoemd, als bedoeld in artikel D.I.7 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling, hebben niet in normale omstandigheden kunnen vergaderen tijdens de lockdown van de eerste en tweede golf van COVID-19. Zij zijn niet in staat geweest om het geheel of een gedeelte van de activiteiten uit te voeren die nodig zijn voor de toekenning van de subsidie waarvoor zij krachtens de artikelen D.I.12, eerste lid, 6°, en R.I.12-6 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling in aanmerking komen.

Het minimumaantal te houden jaarvergaderingen, vastgesteld op 4 voor een "CCATM" van 8 leden, op 6 voor een "CCATM" van 12 leden, en op 8 voor een "CCATM" van 16 leden, kan niet worden gehaald voor het jaar 2020 vanwege de gezondheidstoestand. De naleving van die verplichting is echter een van de voorwaarden voor de toekenning van de jaarlijkse subsidie waarvoor de gemeenten die over een "CCATM" beschikken, in aanmerking komen. Het is echter noodzakelijk de werking van die organen van participatieve democratie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit niet ernstig in gevaar te brengen door hen om die reden financieel te benadelen terwijl het om overmacht gaat. De subsidie dekt immers een aantal vaste kosten in verband met de werking van de gemeenten en meer in het bijzonder van dit participatief gemeentelijk orgaan.

Voor het onderzoek van de tussen 1 januari 2021 en 31 december 2021 ingediende subsidieaanvragen moet de voorwaarde bedoeld in artikel R.I.12-6 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling met betrekking tot het houden van een minimumaantal jaarlijkse vergaderingen derhalve worden vervangen.

Het artikel 1 van het beschikkend gedeelte bepaalt dat het minimumaantal te houden jaarlijkse vergaderingen van een gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit in afwijking van artikel R.I.12-6, § 1, 1°, van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling voor het jaar 2020 vastgesteld is op 2 voor een "CCATM" van 8 leden, op 3 voor een "CCATM" van 12 leden en op 4 voor een "CCATM" van 16 leden, op voorwaarde dat het stemmingsquorum op deze vergaderingen wordt bereikt.

Het artikel 2 bepaalt dat dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Advies van de Raad van State nr. 68.333/4
Afdeling wetgeving
Vierde Kamer

De adviesaanvraag ingediend op 20 november 2020 door de Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het 'IFAPME', en de Vaardigheidscentra van het Waalse Gewest over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. XX 'tot vaststelling van een voorlopige bepaling voor de toekenning van subsidies aan de gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit als bedoeld in artikel D.I.7 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling', werd op 27 november 2020 van de rol afgevoerd overeenkomstig artikel 84, § 4, tweede lid van de wetten op de 'Raad van State' gecoördineerd op 12 januari 1973.